



Le Hezbollah face au mouvement populaire libanais : du confessionnalisme comme système de domination

L'AUTEUR

Enseignant à la Faculté des Sciences sociales et politiques à l'université de Lausanne et Professeur affilié à l'Institut universitaire européen à Florence dans le cadre du projet « Wartime and Post-Conflict in Syria project », Joseph Daher a récemment publié *Le Hezbollah, Un fondamentalisme religieux à l'épreuve du néolibéralisme*, Paris, éditions Syllepse, 2019 et *Syria After the Uprisings: The Political Economy of State's Resilience*, Londres, éditions Pluto Press, 2019.

Pour quelles raisons le Hezbollah perçoit-il le mouvement populaire qui mobilise la rue libanaise depuis le 17 octobre 2019 comme une menace existentielle et pourquoi s'oppose-t-il à ses demandes fondamentales ? En revenant sur l'évolution du Parti de Dieu, celle d'un parti antisystème lors de sa création dans les années 1980 devenu l'un des piliers de l'État libanais et de ses politiques néolibérales, ce papier analyse le rôle du confessionnalisme dans la mise en place et le maintien de logiques de domination de classe.

Introduction

Depuis sa création, sa résistance à Israël a assuré au Hezbollah une grande légitimité populaire au Liban. Pourtant, le Parti de Dieu est aujourd'hui la cible, au même titre que l'ensemble de la classe politique libanaise, de la colère de larges pans de la société libanaise, ainsi que d'une partie des populations chiites qui constituent le cœur de sa base de soutien¹.

Pour la première fois, le mouvement de contestation a massivement touché les régions à majorité chiite, notamment le sud du Liban et la ville de Baalbek dans la Bekaa. Dans ces régions, le tandem Amal-Hezbollah, accusé d'avoir empêché le développement socio-économique de la ville en imposant des politiques clientélistes et autoritaires, n'a pas été épargné par les manifestants. Durant les premiers jours du mouvement, les bureaux de Mohammad Raad, député et chef du bloc de la « Fidélité à la Résistance² », et ceux du

1) La mobilisation sans précédent, commencée le 17 octobre 2019 à la suite de l'annonce par le gouvernement de nouvelles taxes, notamment sur les applications de messagerie instantanées WhatsApp et sur fond d'une crise économique toujours plus profonde, s'est rapidement étendue à toutes les villes du pays, jusqu'à provoquer la démission du Premier ministre Saad Hariri le 29 octobre 2019. Les manifestants ne dénoncent pas seulement les politiques économiques néolibérales du gouvernement, les mesures d'austérités et la corruption, mais remettent en cause l'ensemble du système confessionnel libanais. Tous les partis politiques confessionnels qui le composent et dominent la vie politique depuis de nombreuses années sont visés par les manifestants, y compris le mouvement du Hezbollah.

2) Bloc parlementaire affilié au Hezbollah.

député Hassan Fadlallah, dans la ville de Nabatiyeh ont été attaqués par les cortèges³. De nombreux jeunes de la banlieue sud de Beyrouth, bastion du parti ont rejoint le mouvement de contestation au centre-ville. Bien que plus modestes que dans le Sud, les manifestations qui ont eu lieu à Baalbek, ont été marquées par une grande participation de femmes, y compris d'écolières. Pour la première fois de l'histoire du Hezbollah, des voix parmi ses combattants se sont élevées pour critiquer le positionnement du parti, rejoignant les revendications socio-économiques du reste de la population et dénonçant les alliés politiques du Hezbollah perçus comme corrompus⁴. Au-delà de la population chiite, l'aura du Hezbollah a été ébranlée jusque dans les soutiens médiatiques traditionnels. Cinq journalistes⁵ du quotidien *Al-Akhabar*⁶ ont démissionné pour s'opposer à la ligne du journal et de son rédacteur en chef Ibrahim el-Amine⁷, explicitement hostiles au mouvement populaire.

Alors que le Liban a connu plusieurs vagues de contestation au cours des dernières années, le Hezbollah a systématiquement boycotté les manifestations : celles du début de 2011 appelant à la fin du régime confessionnel, comme celle du mouvement « Vous puez » en 2015⁸. Depuis le début du soulèvement massif commencé le 17 octobre 2019, Hassan Nasrallah a d'abord accusé les manifestants de plonger le pays dans le chaos et d'être les instruments d'un complot étranger et soutenu inconditionnellement le

3) Les bureaux du parti Amal et de ses députés ont également été visés. Dans la ville de Tyr, les manifestants ont envahi et incendié le complexe balnéaire *Resthouse*, qui appartient à l'épouse de Nabih Berry.

4) Jesse Rosenfield, "Lebanon's protests divide Hezbollah: Will it strike back?", *The Daily Beast*, 18 novembre 2019, <<https://bit.ly/3375bEF>> (consulté le 22 novembre 2019) ; تسجيل منسوب لمقاتل في حزب الله: "لوين يا سيد؟" ; « Enregistrement attribué à un combattant du Hezbollah "Jusque où, Sayyid ?" », *Al-Modon*, 9 novembre 2019, <<https://bit.ly/2Q6UMTZ>> (consulté le 12 novembre 2019).

5) Gilbert Achcar, *البطجة الفكرية وخدمات الاستبداد* (« L'intimidation intellectuelle et les serviteurs de la tyrannie »), 17 décembre 2019, <<https://bit.ly/39lnOBh>> (consulté le 19 décembre 2019).

6) Fer de lance de la lutte contre Israël et les États-Unis, *Al Akhabar* est un journal considéré comme proche du Hezbollah.

7) Jeanine Jalkh, « La contestation de gauche face au Hezbollah », *L'Orient le Jour*, 5 novembre 2019, <<https://bit.ly/2vd1Uaj>> (consulté le 10 novembre 2019).

8) Le Hezbollah, bien qu'il ait de manière rhétorique soutenu ces manifestations, comme une partie des autres partis confessionnels, les a initialement accusées d'être contrôlées par des acteurs étrangers, et a ensuite affirmé que la lutte contre les *takfiristes* et l'État sioniste était prioritaire. Hassan Nasrallah a notamment fait valoir que le parti avait adopté une « position neutre à l'égard du mouvement [faute de connaître] son leadership, son projet et ses objectifs ».

gouvernement et le Président⁹. Le Parti a mobilisé sa base populaire dans les régions à majorité chiite pour une démonstration de force dont le but était de démontrer qu'il gardait le soutien de sa base. Il n'a pas hésité à intimider les manifestants dans différentes localités¹⁰ et à les attaquer au centre-ville de Beyrouth, tandis que dans la ville de Nabatiyeh, des employés municipaux, sympathisants ou affiliés au Hezbollah et à Amal attaquaient des révolutionnaires, faisant plus de 20 blessés¹¹.

Lors de son discours du vendredi 1^{er} novembre, Nasrallah a adopté un ton plus modéré. Il a appelé à la formation d'un nouveau gouvernement et à un dialogue avec « l'ensemble des forces politiques et les manifestants sincères », tout en s'opposant avec son allié le Courant patriotique libre (CPL) et le président de la République, Michel Aoun, à la nomination d'un gouvernement composé de technocrates qui excluraient tout représentant des partis politiques comme le réclament une partie des manifestants et certaines forces politiques¹².

Ce papier analyse les raisons pour lesquelles le Hezbollah perçoit le mouvement populaire comme une menace existentielle et pourquoi il s'oppose à ses demandes fondamentales. Pour ce faire, il revient sur l'évolution du Hezbollah, d'un parti antisystème lors de sa création dans les années 1980 pour constituer aujourd'hui l'un des piliers du système confessionnel et des politiques néolibérales adoptées par l'État libanais. Il explicite en quoi comprendre le positionnement du Hezbollah vis-à-vis de la mobilisation populaire

9) « Discours du Secrétaire Général... », *Al-Manar*, 25 octobre 2019, <<https://bit.ly/33azwlq>> (consulté le 20 novembre 2019).

10) Par exemple à Nabatiyeh, à peine le discours de Nasrallah terminé, les convois des partisans du Hezbollah sont venus encercler les manifestants, ont coupé le courant électrique, plongeant la place devant le Sérail dans l'obscurité. La musique a également été coupée, ce qui n'a pas empêché les manifestants de rester sur la place.

11) Des membres d'autres partis confessionnels ont également attaqué certains manifestants pour avoir dénoncé leurs chefs respectifs (*zaim*). À la suite de ces attaques plusieurs membres du conseil municipal de Nabatiyeh ont démissionné en signe de protestation. Cf. : ست استقالات بلدية في النبطية احتجاجا على قمع حراكها (« Six démissions à la municipalité de Nabatiyeh pour protester contre la répression de leur mouvement »), *Legal Agenda*, 24 octobre 2019, <<https://bit.ly/38zVv6E>> (consulté le 22 novembre 2019).

12) Demande soutenue par Saad Hariri et d'autres composantes politiques.

implique de reconnaître le rôle du système confessionnel dans la mise en place et le maintien de logiques de domination de classe.

Système confessionnel et domination socio-économique

Depuis la fin de la première décennie des années 2000, l'économie politique du Liban est façonnée par les clivages croissants résultant de la mise en œuvre des réformes néolibérales. On estime que 28 % de la population vit aujourd'hui dans la pauvreté, ne percevant que 4 dollars, voire moins, par jour. Les revenus des ménages les plus pauvres ont stagné ou baissé de 25 à 30 % entre 2010 et 2016¹³. Le taux de chômage est également élevé : seul un tiers de la population en âge de travailler dispose d'un emploi, tandis que chez les jeunes de 15 à 24 ans, ce taux se situe entre 23,3 % et 35,7 %¹⁴. Entre 40 et 50 % des résidents libanais n'ont pas accès au Fonds de la Sécurité sociale nationale ou à toute autre aide sociale publique¹⁵. Le pourcentage de travailleurs informels, c'est-à-dire ceux et celles qui ne bénéficient d'aucune couverture maladie, est d'environ 55 %¹⁶. Les travailleurs précaires étrangers, dont le nombre total était estimé à un peu plus d'un million, soit environ 20 % de la population¹⁷, n'ont également aucune protection sociale. Selon une étude de l'Administration centrale de la statistique, la moitié des journaliers et plus d'un tiers des agriculteurs du pays vivent sous le seuil de pauvreté¹⁸. Entre 2005

13) « La pauvreté s'est aggravée avec l'afflux de réfugiés syriens », *Le Commerce du levant*, 13 mai 2016, <<https://bit.ly/2ID4NnL>> (consulté le 10 septembre 2019).

14) Idem. Ce pourcentage ne tient pas compte des Libanais résidant déjà à l'étranger.

15) Myriam Catusse (2009), « Tout privatiser ou bâtir un État (social) ? Le système public de sécurité sociale au Liban à la croisée des chemins », dans Congrès de l'Association française de science politique, *Section thématique 23 : Les politiques sociales : mutations, enjeux, théories*, Grenoble 2009, <<http://bit.ly/39GINED>>, (consulté le 20 décembre 2019).

16) Hadeel Farfour, « مسح الأحوال المعيشية: 60% من البياراتة خارج بيروت » (« Enquête sur les conditions de vie : 60 % « des Beyrouthins » dehors Beyrouth »), 19 décembre 2019, <<https://bit.ly/33aBgLS>> (consulté le 19 décembre 2019).

17) Cette proportion ne tient pas compte des personnes vivant dans des casernes militaires, des camps de réfugiés et autres « regroupements » assimilés.

18) Adib Nehme, « دراسات الفقر في لبنان: الاجتهادات سيّدة الموقف », *Al-Akhbar*, 6 août 2018, <<https://bit.ly/2TUbmYp>> (consulté le 29 octobre 2019).

et 2014, les 10 % les plus riches ont ainsi perçu, en moyenne, 56 % du revenu national¹⁹. À eux seuls, les 1 % les plus aisés, soit un peu plus de 37 000 personnes, avaient capté 23 % des revenus, tandis que les 50 % les plus pauvres, soit plus d'un million et demi de personnes, se partageaient la moitié de cette somme²⁰.

Ces clivages socio-économiques se doublent de remarquables inégalités géographiques. Le Nord, qui regroupe 20,7 % de la population libanaise, concentre 46 % de la population en situation d'extrême pauvreté et 38 % de la population pauvre²¹. Les soins de santé y sont inférieurs à la moyenne nationale, tandis que les taux d'abandon scolaire, le chômage et l'analphabétisme féminin comptent parmi les plus élevés du pays. Aucun projet de développement à grande échelle n'y a été implanté depuis les années 1990. Le Nord n'accueillait en 2015 que 7 % du nombre d'entreprises en activité dans le pays, (environ 2 000 sociétés selon l'Association des industriels libanais). Une proportion largement inférieure à celle du Mont Liban (65 %) pour des superficies équivalentes, tandis que la région de Beyrouth en accueillait à elle seule 12 %. Selon la Banque mondiale, à la fin du mois de septembre 2017, 53 % des 630 000 personnes en âge de travailler étaient sans emploi dans le Nord²².

Cette crise a provoqué de nombreuses manifestations ces dernières années : début 2011, à l'aube des processus révolutionnaires dans la région, avec un premier mouvement pour l'abolition du système confessionnel ; entre 2011 et 2014, avec d'importants rassemblements et grèves pour protester contre les conditions de travail et pour des augmentations salariales ; et à l'été 2015, avec le mouvement populaire « Vous puez », qui a débuté dans le cadre d'une crise de la gestion des ordures et qui a également abouti

19) Lydia ASSOUAD, "Rethinking the Lebanese economic miracle: The extreme concentration of income and wealth in Lebanon 2005-2014", *World Inequality Database*, novembre 2017, <<https://bit.ly/3cKULPk>> (consulté le 20 novembre 2019).

20) J. B., « Le Liban parmi les pays les plus inégalitaires au monde », *Commerce du Levant*, 3 novembre 2017, <<https://bit.ly/2Q2nrtd>> (consulté le 20 novembre 2019).

21) UNDP, "Poverty, Growth and Income Distribution in Lebanon », *UNDP in Lebanon*, janvier 2008, <<https://bit.ly/3cKUWtY>> (consulté le 13 octobre 2019).

22) Phillippe Hage Boutros, « Les industriels lorgnent le Liban-Nord », *L'Orient le Jour*, 4 novembre 2017 <<https://bit.ly/2wNVw9E>> (consulté le 22 novembre 2019).

à une remise en cause du système confessionnel et des politiques néolibérales dans son ensemble.

Le mouvement populaire commencé en octobre 2019 remet en cause de manière encore plus radicale le système confessionnel, explicitement dénoncé (tous partis confondus) comme responsable de la détérioration des conditions socio-économiques. Le système confessionnel libanais²³ est, de fait, l'un des principaux instruments utilisés par les partis dominants au pouvoir, et notamment le Hezbollah, pour renforcer leur contrôle sur les classes populaires. Le confessionnalisme doit, à ce titre, être appréhendé comme un outil des élites politiques libanaises pour intervenir idéologiquement dans la lutte des classes, renforcer leur contrôle sur les classes populaires et les maintenir en position de subordination par rapport à leurs dirigeants confessionnels. Dans le passé, les élites dirigeantes ont d'ailleurs réussi à tenir en échec ou à écraser des mouvements de contestation non seulement par la répression mais aussi en jouant sur les divisions communautaires. Tandis que la majorité de la population s'enfonçait dans la pauvreté, les partis confessionnels dominants et les différents groupes de l'élite économique ont en effet mis à profit les processus de privatisation, les politiques néolibérales, et le contrôle des ministères publics pour développer de puissants réseaux de patronage, de népotisme et de corruption. À cet égard, le confessionnalisme doit être considéré comme un élément constitutif et actif des formes actuelles du pouvoir d'État et de classe au Liban. Cette approche invite à reconnaître en lui un produit des temps modernes plutôt qu'une prétendue tradition culturelle.

À l'aune d'une telle perspective, le caractère non confessionnel du mouvement actuel prend toute sa dimension socio-économique. Il est significatif, à cet égard, qu'au plan de sa composition sociale, le soulèvement d'octobre 2019 se distingue des mobilisations précédentes en ce qu'il est beaucoup plus ancré au sein des classes populaires et salariées que ne l'ont été les mobilisations de 2011 et 2015, dans lesquelles les classes moyennes libérales avaient joué un rôle plus important. Le mouvement actuel s'est également

23) La représentation politique au Liban est organisée suivant des lignes confessionnelles, partant des plus hauts échelons de l'État. Le Président doit être maronite chrétien, le Premier ministre sunnite et le Président de la Chambre des députés chiite.

étendu à toutes les régions du Liban et n'est pas resté limité à Beyrouth. L'une de ses caractéristiques principales est son ampleur géographique. Les manifestations ont explosé non seulement dans la capitale, mais aussi dans tout le pays : Tripoli, Nabatiyeh, Tyr, Baalbeck, Zouk, Saida, Jal al-Dib et autres villes²⁴. Son ampleur est significative : comme l'exprime l'un des slogans phares du mouvement populaire (« Tous, ça veut dire tous ») remettre en cause les politiques économiques néolibérales et la corruption implique de dénoncer l'ensemble des représentants du système confessionnel. Les appels et les messages de solidarité entre les régions et les différentes confessions religieuses se sont multipliés depuis le début des manifestations, par exemple entre les quartiers de Bab al-Tabbaneh à Tripoli (majorité alaouite) et Jabal Mohsen (à majorité sunnite), où les conflits armés ont été nombreux ces dernières années ; et entre Tripoli, à majorité sunnite, et les villes du Sud à majorité chiite telles que Nabatiyeh et Tyr.

En ce sens, les revendications du mouvement de protestation populaire en faveur de la justice sociale et de la redistribution économique ne peuvent être dissociées de leur opposition au système politique confessionnel, qui garantit les privilèges des dominants. Ces mobilisations trans-confessionnelles et socio-économiques présentent une menace potentielle pour tous les représentants de l'élite politique libanaise, dont le Hezbollah est devenu partie constitutive.

L'intégration politique progressive du Hezbollah au système confessionnel

Au cours des dernières années, des incidents répétés ont mis en lumière le rôle du Hezbollah dans la mise en œuvre d'une politique de classe. Les électeurs du parti ont commencé à exprimer de manière très minoritaire et ponctuelle des critiques contre le parti. Aux élections municipales de 2016, des électeurs du Sud Liban ont ainsi dénoncé le « favoritisme » dont faisait preuve la coalition Amal-Hezbollah vis-à-vis de certains

24) Les gigantesques manifestations organisées dans la ville de Tripoli, dans le nord du pays, et dans ses environs, rendent compte des inégalités extrêmes décrites plus haut : les ménages du Nord ont quatre fois plus de risques d'être pauvres que ceux de Beyrouth.

entrepreneurs, et le rôle des municipalités dans l'accaparement abusif de terrains²⁵. En mai 2016, un ancien combattant du Hezbollah âgé de 18 ans et blessé en Syrie qui venait de quitter le parti, a expliqué à la journaliste Hanin Ghaddar, que les disparités flagrantes à Dahiyeh en matière de niveau de vie avaient alors créé un sérieux mécontentement au sein de la population : « La plupart des jeunes de Dahiyeh n'avaient ni voiture ni accès aux transports publics, alors que les fils des dirigeants du Hezbollah conduisaient de coûteuses voitures de marque neuves. On voyait ça tous les jours. À chaque fois que nous sortions, nous avions sous les yeux leurs maisons, leurs voitures, leurs vêtements, etc.²⁶. »

En août 2017, à l'occasion d'une réunion avec le ministre Hajj Hassan dans la Hussaynia²⁷ de la ville de Shmustar (gouvernorat de Baalbek-Hermel), les résidents ont reproché publiquement au Hezbollah ses mauvais résultats dans les gouvernements successifs et ses manquements aux promesses d'amélioration des réseaux routiers et d'adduction d'eau. Ils l'ont également accusé de mettre en avant ses propres intérêts et d'abandonner leurs électeurs²⁸. En novembre 2017, des échauffourées survenues dans la banlieue sud de Beyrouth à Dahiyeh ont mis au grand jour les conséquences de la politique urbaine du Hezbollah dans les bidonvilles. Dans le quartier pauvre de Hay Sellom, la police et les forces de la Sécurité intérieure, soutenues par le Hezbollah, ont détruit des kiosques et des échoppes édifiés sans autorisation et qui fonctionnaient depuis des années. Ces destructions ont provoqué des manifestations de rue qui ont bloqué des routes. A la télévision, des habitants ont violemment insulté le Hezbollah et son dirigeant Hassan Nasrallah, l'accusant d'avoir détruit leur gagne-pain, mettant même en cause l'implication du parti dans la guerre syrienne et sa responsabilité dans la mort de nombreux

25) Sandra Noujeim, « Au Liban-Sud, une crise de confiance entre le Hezbollah et l'électorat chiite », *L'Orient le Jour*, 19 mai 2016, <<https://bit.ly/3aOrjGy>> (consulté le 20 juin 2019).

26) Hanin Ghaddar, "Hezbollah's Shiite catch", *Now Media*, 4 mai 2016, <<https://bit.ly/2TTWSHT>> (consulté le 6 mars 2019).

27) Salle de la congrégation pour les cérémonies rituelles chiites et dédiées à l'imam Hussein, le troisième imam dans l'islam chiite.

28) Sobhi Amhaz, « من جرح الوزير الحاج حسن في شمسطار؟ » (« Qui a blessé le ministre Hajj Hassan à Shumstar ? »), *Al-Modon*, 21 août 2017, <<https://bit.ly/38lop4m>>, (consulté le 25 septembre 2019).

combattants chiites²⁹. Quelques mois plus tard, en février 2018, après la publication de la liste des candidats aux élections législatives de mai par le secrétaire général du Hezbollah, des banderoles signées par des partisans du parti ont été déployées sur l'autoroute Zahlé-Baalbek pour contester la candidature du député et ministre de l'Industrie, Hussein Hajj Hassan et critiquer sa politique dans la région³⁰. En août 2018, lors d'une réunion publique avec le député Hassan Fadlallah, une vidéo montrait un habitant originaire du Sud critiquant le bilan du Hezbollah et d'Amal, notamment le manque de services publics et l'absence de lutte contre la corruption³¹.

Bien que le Parti entretienne la même rhétorique populiste de rupture avec l'ordre établi, l'opposition radicale initiale du Hezbollah au système politique confessionnel libanais dans les années 1980 a en effet progressivement disparu depuis le début de son entrée au parlement en 1992 puis au gouvernement en 2005 à la suite du retrait de l'armée syrienne. Les raisons de cette évolution sont dues à la fois à des changements internes au sein de l'organisation et de sa base et à des changements affectant ses alliés étrangers, la Syrie et l'Iran.

A ses débuts, le parti était très critique du système politique existant et des privilèges accordés aux classes politiques maronites et sunnites. Son manifeste fondateur de 1985 accusait le système politique et son fonctionnement confessionnel d'être la source des problèmes du Liban. Le Hezbollah défendait comme alternative une forme islamique de

29) Les individus ayant critiqué le Hezbollah à la télévision ont présenté des excuses publiques dès le lendemain lors d'une conférence de presse organisée par leurs clans respectifs qui s'étaient dissociés de leurs déclarations initiales. Voir : ANTONIOS Zeina, « Le Hezbollah "sous le choc" après les incidents de Hay el-Sellom », *L'Orient le Jour*, 27 octobre 2018, <<https://bit.ly/339b9ER>> (consulté le 22 novembre 2019) ; Nur al-Hashem, « نهاية "فدا إجر السيد" "حي السلم.. نهاية" », *Al-Madon*, 25 octobre 2018, <<https://bit.ly/2vVWaC5>>(consulté le 20 novembre 2019) ; Khodr Hassan, « حرب صغيرة في حي السلم: ضد إزالة التعديات » (« Une petite guerre à Hay Sellom... ») *Al-Madon*, 25 octobre 2019, <<https://bit.ly/2lBaUsl>> (consulté le 20 novembre 2019).

30) Sandra Noujeim, « Hezbollah-Amal : Quand les électeurs chiites ne se suffisent plus de beaux discours », *L'Orient le Jour*, 21 février 2018, <<https://bit.ly/2Q50LZw>> (consulté le 21 novembre 2019).

31) « Le sud est en ébullition ... critique sévère des représentants et ministres du mouvement Amal et du Hezbollah », chaîne YouTube de New Lebanon, 13 août 2018, <<https://bit.ly/2Q8sbxM>> (consulté le 22 août 2018).

gouvernement relevant du cadre du Wilâyat al-Faqîh³² de Khomeini, « le seul dirigeant sage et juste ». Conscient des craintes de beaucoup de Libanais vis-à-vis d'un gouvernement théocratique, le parti ajoutait cependant que la fondation d'un État islamique ne serait possible que « sur la base d'un choix libre et directement issu du peuple et non en l'imposant par la force³³ ». Mais sa position initiale contre le statu quo confessionnel a véritablement commencé à évoluer après l'acceptation par le Hezbollah des accords de Taëf³⁴. Il était parfaitement clair pour le Parti de Dieu que ces accords n'éliminaient pas les défauts du vieux système, mais « maintenaient le système maronite et renforçaient l'occupation israélienne³⁵ ». Cependant, le Hezbollah a commencé à souligner l'importance de la paix civile et de la reconstruction de l'État et des institutions, loin de toute volonté de changement fondamental du système. Cette acceptation était en partie le résultat de son poids accru dans le processus politique – consacré par l'accord de Taëf – et de la reconnaissance officielle du parti comme un mouvement de résistance, ce qui lui a permis de rester armé, contrairement aux autres milices.

Par ailleurs, le parti a été affecté par les changements qui touchaient l'Iran, son sponsor politique, économique et militaire, sous l'égide duquel³⁶ il avait signé les accords. La fin de la guerre Iran-Irak et la mort de Khomeini ont inauguré une politique étrangère iranienne plus pragmatique : le nouveau président Rafsandjani et le nouveau guide suprême Khomeini étant plus préoccupés par les problèmes socio-économiques intérieurs et par l'affirmation des États-Unis comme seule superpuissance après la disparition de l'URSS³⁷ que par « l'exportation de la révolution ». Les principaux courants défendant cette

32) Selon la théorie du *Wilâyat al-Faqîh*, la « guidance du juriste » ou jurisconsulte doit détenir le pouvoir politique ultime.

33) الرسالة المفتوحة التي وجهها حزب الله إلى المستهدفين (« Rissâla (al) al-maftûha allati wajjahaha "Hizb Allâh" ila al-mustad'afîn »), *As-Safir m'allumât*, 1985No. 94, pp. 59-71.

34) Le mouvement islamique libanais a néanmoins réitéré à plusieurs reprises que son système politique de préférence reste un État islamique. Le Vice-Président du parti, Naim Qassem, a notamment déclaré dans une interview en 2016 qu'un état islamique était l'option favorisée par le Hezbollah.

35) Lina Khatib, Dina Matar and Atef Alshaer (2014), *The Hizbullah phenomenon, politics and communication*, London and New York: Hurst and Oxford University Press, p. 57.

36) Ibid., p. 57

37) Eva P. Rakel, "The political elite in the Islamic Republic of Iran: From Khomeini to Ahmadinejad », *Comparative Studies of South Asia, Africa and the Middle East*, 2009, Vol. 29, pp.117-118.

doctrine ont perdu de l'influence au sommet de l'État iranien, dont les relations diplomatiques avec de nombreux pays étrangers s'améliorèrent. Cette évolution politique s'est accompagnée d'une politique de libéralisation économique, qui a favorisé le retour des investisseurs iraniens qui avaient quitté le pays durant la guerre Iran-Irak³⁸. Ce tournant pragmatique de la direction iranienne a poussé le Hezbollah à revoir son rejet du système politique libanais et à rechercher une intégration progressive sur l'échiquier national. L'élection de Hassan Nasrallah au secrétariat général³⁹ du Parti à la place du Cheikh Sobhi Tufayli a confirmé l'orientation du Hezbollah vers l'*Infitâh* (« l'ouverture »). Cheikh Sobhi Tufayli était quant à lui favorable à l'« exportation de la révolution, ce que ne voyait pas d'un bon œil la nouvelle direction iranienne.

La domination politique et militaire du Liban par la Syrie, par laquelle transitaient les armes et l'aide iranienne, a joué également un rôle dans l'intégration du Hezbollah dans le système politique libanais. Il a dû s'accommoder des calculs géopolitiques du régime syrien et donc tenir compte dans ses opérations militaires et dans ses prises de position contre Israël, des intérêts politiques de Damas et des enjeux diplomatiques liés aux perspectives de négociations de paix israélo-arabe⁴⁰.

Évolution de la base sociale du parti, et conversion au néolibéralisme

Cette intégration progressive au système politique libanais s'est accompagnée d'un embourgeoisement de l'organisation. Bien qu'il puise ses racines dans les quartiers des populations chiites pauvres du Liban, le Hezbollah est devenu un parti dont les membres et les cadres représentent de plus en plus la fraction chiite en expansion des classes moyenne et supérieure – en particulier à Beyrouth⁴¹. Dans la banlieue sud de Beyrouth,

38) Majid Tehranian, "Islamic fundamentalism in Iran", in Marty M. E. and Appleby R. S. (eds.), *Fundamentalisms and society, reclaiming the sciences, the family and education*, Chicago and London: The University of Chicago Press, 1993) p. 354.

39) Après l'assassinat en mai 1992 d'Abbas Al-Mussawi par l'armée d'occupation israélienne.

40) Bassel Salloukh, "Lebanon, Where next for Hezbollah: resistance or reform ?", *Accord*, Issue 25, 2012, <<https://bit.ly/3cYJ0oG>>, p. 100.

41) En outre en ce qui concerne la grande quantité d'employés du Hezbollah, Gilbert Achcar affirme que « même si certains d'entre eux sont d'origine prolétarienne, le fait de devenir cadres salariés d'une telle

de nombreuses personnalités issues des familles les plus riches, pour la plupart des commerçants, ont été intégrées au sein de cette organisation⁴², tandis que les activités et les institutions du parti (en particulier celles liées au tourisme et aux loisirs) répondaient de plus en plus aux besoins de la classe moyenne.

Cette transformation se reflète dans le profil des cadres du parti, qui ne sont plus composés de religieux provenant de la classe moyenne inférieure comme ils l'étaient au moment de sa fondation en 1985, mais sont aujourd'hui largement issus d'une classe professionnelle qui détient des diplômes universitaires « séculiers ». Le poids croissant des militants dans les associations professionnelles libanaises (ingénieurs, médecins, architectes, avocats, etc.) illustre cette transition.

De même, les dirigeants politiques du Hezbollah sont généralement issus de milieux instruits et de plus en plus prospères de la communauté chiite. Ainsi, lors des élections nationales de 2009, cinq des dix députés élus avaient obtenu un doctorat et au moins quatre autres étaient membres d'entreprises libanaises importantes⁴³. Le plus ancien député du parti au parlement, Ali Ammar, qui a siégé jusqu'aux élections de mai 2018, vient lui aussi de l'une des familles les plus prospères de Burj Al-Barajneh⁴⁴. Au niveau municipal, ces caractéristiques sont également présentes, avec des candidats choisis parmi les familles chiites les plus puissantes telles que Al-Khansa, Kazma, Kanj, Kumati, Farhat, Rahhal et Slim⁴⁵.

organisation implique une amélioration sociale, constituant une mentalité petite-bourgeoise » (cité dans Samuel Macdonald "The 2006 war in Lebanon: A marxist explanation", (Thèse de Master, University of Otago 2012), p. 31.

42) Abisaab, R. J. and Abisaab, *Malek, the Shi'ites of Lebanon, modernism, communism, and Hizbullah's islamists*, Syracuse, New York: Syracuse University Press 2014, p. 133.

43) Les cinq députés titulaires d'un doctorat étaient Ali Mekdad, Hassan Fadlallah, Nawaf Musawi, Ali Fayyad et Hussein Hajj Hassan. En termes d'intérêts commerciaux, Nawwar Sahili est membre du conseil de la Syrian Lebanese Commercial Bank, Muhammad Raad et Muhammad Fneich sont actionnaires du groupe Lebanese Communication Group, affilié au Hezbollah, et Hajj Hassan dirige deux écoles privées à Beyrouth.

44) Ammar a été élu à chaque scrutin depuis 1992, à l'exception de 1996. Son oncle Mahmoud était aussi un ancien député entre 1957 à 1992 et proche de l'ancien président libanais Camille Chamoun.

45) Mona Harb, *Le Hezbollah à Beyrouth (1985-2005), de la banlieue à la ville*, Paris and Beyrouth : Karthala and IFPO 2010, p. 153.

Depuis le milieu des années 1990, les partisans du Hezbollah se retrouvent dans toutes les classes sociales, et plus seulement dans les couches pieuses les plus pauvres de la population chiite. Cette évolution de la représentation politique et de la base sociale du Hezbollah, qui reflète aussi la nouvelle importance politique et économique de la population chiite au Liban, notamment à la suite de l'accord de Taëf, indique cependant que même si l'organisation continue de solliciter le soutien de personnes issues de toutes les couches de la société, ses priorités se sont progressivement orientées vers les classes moyennes supérieures et aisées. Le député Ali Fayyad a reconnu cette tendance en déclarant en 2010 que « le Hezbollah n'[était] plus un petit parti, c'est une société entière. Il est le parti des pauvres, oui, mais en même temps il y a beaucoup d'hommes d'affaires en son sein, nous avons beaucoup de gens riches⁴⁶, certains issus de l'élite⁴⁷ ». D'autre part, une nouvelle fraction de la bourgeoisie chiite liée au parti par le biais des capitaux et des investissements iraniens s'est développée, tandis qu'une autre, que ce soit au Liban ou dans la diaspora, s'est rapprochée du parti – en raison de son influence politique et financière.

Renouvelé par cet essor politique et économique, le Hezbollah, qui, en développant ses pratiques clientélistes, a été lié à diverses affaires de corruption, s'est attiré la rivalité de l'élite libanaise réunie autour de Rafik Hariri et de l'alliance politique du « 14 mars » (liée, quant à elle aux capitaux des monarchies du Golfe), en particulier après le retrait de la Syrie du Liban en 2005. L'opposition politique du Hezbollah aux forces du 14 mars, soutenues par les États occidentaux et les monarchies du Golfe, doit, à ce titre, être aussi comprise comme une rivalité capitaliste entre deux forces nationales liées à différentes puissances régionales.

Pourtant, en dépit de cette rivalité, ces deux blocs aux intérêts économiques concurrents ont coopéré politiquement à plusieurs reprises à l'occasion des crises sociales, adoptant

46) Le chef de l'organisation, Hassan Nasrallah, a également confirmé indirectement cette évolution dans un discours en septembre 2009, en exhortant ses membres à abandonner l'« amour du luxe », les invitant à croire en Dieu simplement et d'avoir « peur de la fin ».

47) Joshua Hersh, "Follow the money", *The National*, 4 février 2010, <<https://bit.ly/2TDyaN8>> (consulté le 10 novembre 2019).

des positions similaires vis-à-vis des mouvements sociaux et ouvriers, réitérant leur soutien aux réformes néolibérales et entamant un rapprochement politique au sein du gouvernement après le départ de l'armée syrienne du Liban en 2005.

À ce titre, l'intégration progressive du Hezbollah au système confessionnel libanais s'est traduite par un soutien toujours plus manifeste aux politiques néolibérales des gouvernements successifs, qui ont notamment promu la libéralisation des flux de capitaux, une dérégulation du système fiscal, les privatisations et le développement du secteur privé. Malgré sa profession de foi en faveur de la justice sociale et son engagement contre la pauvreté et les inégalités à travers ses organisations de charité qui lui permettaient de s'assurer le soutien des classes populaires chiites et de maintenir sur elles son emprise idéologique, la pensée économique du Hezbollah a constamment et fermement soutenu l'économie de marché et défendu la propriété privée. Le ministre de l'Énergie du Hezbollah, Muhammad Fneich, a ainsi été un acteur important de la mise en œuvre du processus de privatisation de l'électricité et de l'eau en 2005 et 2006. Il a défendu la possibilité pour les compagnies privées de vendre leur propre électricité⁴⁸, appelant à la privatisation complète de la production électrique et énergétique comme de l'importation du pétrole⁴⁹.

Lors des élections législatives de 2018, le Hezbollah qui, comme l'ensemble des partis politiques, soutenait par ailleurs la suppression des subventions sur le prix de l'électricité, a proposé de mettre en œuvre la loi n° 431 de 2002 en faveur de la libéralisation des télécommunications par la création d'un partenariat privé-public⁵⁰.

Afin de répondre à la grogne de larges franges de la population chiite, y compris dans sa base populaire, contre la corruption des députés du Hezbollah, Hassan Nasrallah a, au

48) Éric Verdeil, « Émeutes et électricité au Liban », *Le Monde Diplomatique*, 30 janvier 2010, <<https://bit.ly/3aLFzQ4>> (consulté le 22 novembre 2019) ; Éric Verdeil, « Dépolitiser la question électrique au Liban ? », *Rumor*, 15 novembre 2009, <http://rumor.hypotheses.org/207> (consulté le 20 novembre 2019).

49) Osama Habib, "Fneish wants to spark electricity revival", *The Daily Star*, 12 juin 2006, <<https://bit.ly/38lpZTS>> (consulté le 12 novembre 2019).

50) Kenza Ouazzani, « IV – Télécoms, hydrocarbures offshore : que proposent les principaux partis libanais ? », *L'Orient le Jour*, 4 mai 2018, <<https://bit.ly/2Q4T05H>> (consulté le 12 mai 2019).

cours de ces mêmes élections, présenté un programme de réformes en trente-quatre points portant sur les institutions, l'économie et la lutte contre la corruption. Cependant, parmi les trente-quatre points du programme, un article soulignant la nécessité de l'approfondissement du processus de privatisations de l'électricité et des télécommunications était également rappelé⁵¹.

Après la victoire du Hezbollah et de ses alliés aux élections législatives de mai 2018, le parti a rapidement affirmé son soutien à la nomination de Saad Hariri comme Premier ministre, lequel s'était engagé à faire appliquer les mesures néolibérales de la CEDRE⁵².

Hostilité aux dynamiques révolutionnaires régionales

L'intégration progressive du Hezbollah au système confessionnel et néolibéral libanais s'est aussi traduite par un alignement sur les positions du régime iranien et une hostilité croissante aux mouvements révolutionnaires arabes. Deux ans avant le déclenchement des soulèvements populaires au Moyen Orient et en Afrique du Nord, le numéro 2 et vice-secrétaire général du Hezbollah, Sheikh Naim Kassem, écrivait d'ailleurs⁵³ que lutter directement contre les régimes autocratiques et despotiques dans le monde arabe était « une erreur » : au contraire, les mouvements populaires devaient, selon lui, lutter pour la libération de la Palestine afin de libérer les régimes arabes et leur peuple⁵⁴. Si, au début de l'année 2011, le Hezbollah a d'abord salué les soulèvements populaires dans la région comme faisant partie du « projet de résistance » aux États-Unis et à leurs alliés dans la région⁵⁵, son discours a rapidement évolué, notamment après le début des manifestations populaire en Syrie contre le régime Assad, pour condamner dans les processus

51) *Al-Manar*, 2018 البرنامج الانتخابي لكتلة الوفاء للمقاومة لدورة انتخابات العام 2018 (« Le programme électoral du bloc de résistance Wafa pour le cycle électoral 2018 - Al-Manar »), 22 mars 2018, <<https://bit.ly/38CZsHD>> (consulté le 22 novembre 2019).

52) Conférence économique pour le développement par les réformes et avec les entreprises.

53) Naim Qassem, *Hezbollah, la voie, l'expérience, l'avenir*, Beyrouth : Albouraq 2008,

54) *Ibid.*, p. 332.

55) Discours de mars 2011 de Hassan Nasrallah (Ahed News (Al-), "Sayyed Nasrallah on the Ceremony for Consolidation with the Arab Peoples on 19-03-2011", *Al Ahed News*, 19 mars 2011, <<https://bit.ly/3cOG2mr>> (consulté le 20 novembre 2019).

révolutionnaires une conspiration fomentée par les puissances étrangères contre le « projet de la résistance », ciblant l'Iran, la Syrie et le Hezbollah.

Au début de l'année 2015, Hassan Nasrallah a salué l'arrivée au pouvoir du général Abdul Fattah al-Sissi. En Syrie, le mouvement islamique chiite libanais a été un acteur étranger déterminant de la guerre, assistant le régime d'Assad aux côtés de la République islamique d'Iran et de la Russie. Le Hezbollah est intervenu militairement aux côtés des forces armées du régime syrien, a apporté un soutien technique et logistique à Damas, et participé à la création de milices combattantes pour le régime⁵⁶.

Ces choix stratégiques ont mis le Hezbollah en porte-à-faux avec les mouvements sociaux de masse qui agitent la région. Depuis la fin 2019, le parti est clairement en butte aux manifestations massives en Irak qui dénoncent les partis au pouvoir, les forces fondamentalistes islamiques chiites alliées à Téhéran, et l'influence iranienne.

Le Hezbollah face aux tentatives de structuration du mouvement ou comment préserver le système confessionnel et libéral

Au Liban, le mouvement de contestation populaire se poursuit et s'intensifie depuis le 17 octobre⁵⁷. Il s'est élargi à d'autres causes, féministes, écologiques, socio-économiques (la question des travailleurs étrangers, etc.).

Dans l'ensemble du pays, les manifestants ont mené des actions ciblées devant des institutions publiques, dénoncées pour leur corruption. Parmi elles, la Banque du Liban, les banques privées et, de manière plus générale, des institutions liées aux services téléphoniques et à la gestion du système électrique telles que : Électricité du Liban et Ogero. D'autres lieux ont été le théâtre de manifestations comme Zaytouna Bay à Beyrouth et le site en construction du complexe hôtelier Eden Bay, dans le quartier

⁵⁶) International Crisis Group (ICG), "Lebanon's Hizbollah turns eastward to Syria", mai 2014, <<https://bit.ly/2TGCr2k>> (consulté le 20 novembre 2019).

⁵⁷) Des appels à la grève générale ont été suivis dans plusieurs secteurs. Les manifestants ont également bloqué certaines routes pour empêcher toute activité économique, tandis que certaines administrations publiques et privées sont restées fermées, notamment des écoles, universités, compagnies et banques pendant des périodes prolongées, même si les banques ont repris leurs activités avec toutefois un certain nombre de mesures restrictives.

beyrouthin de Ramlet el-Baïda, qui sont des symboles de la privatisation des biens maritimes. Dans le Nord, les actions ont ciblé la gestion déficiente des déchets. Des rassemblements ont par exemple été organisés devant les locaux de la Fédération des municipalités de Tripoli et Zghorta - Ehden⁵⁸. De même des campagnes de désobéissance civile ont été lancées, appelant les Libanais à ne pas payer les factures d'électricité à l'EDL (Électricité du Liban) pour dénoncer l'incapacité du secteur à assurer une alimentation électrique en continu⁵⁹, ou à ne plus payer les emprunts bancaires pour contester les restrictions imposées par le secteur bancaire depuis plusieurs mois alors que dirigeants et hommes d'affaires ont pu transférer des milliards de dollars vers les banques suisses dès le début de la contestation. D'autres mesures de désobéissance civile sont également en voie d'élaboration sous le slogan « Mech Def'in » (« Nous ne payerons pas »). Une autre campagne, composé d'activistes de gauches, nommé *Tamîm al-Mâsarîf* (« nationalisation des banques ») encourage et assiste les épargnants voulant retirer leur argent des banques privées et organise des discussions politiques sur la nécessité d'un changement radical de la politique économique du pays par la nationalisation des banques⁶⁰.

Plusieurs victoires marquantes ont été obtenues par le mouvement depuis le retrait des taxes qui l'avaient déclenché et la démission du Premier ministre Saad Hariri, le 29 octobre 2019. Parmi elles : la décision de justice obligeant les sociétés de téléphonie mobile à émettre leurs factures en livres libanaises suite à la plainte déposée par « Le Club des juges⁶¹ » auprès de la Direction de la protection du consommateur du ministère de l'Économie et du Commerce⁶². Melhem Khalaf, un candidat indépendant issu du

58) Ornella Antar, « À Tripoli, les manifestants protestent contre la gestion désastreuse des déchets », *L'Orient le Jour*, 19 novembre 2019, <<https://bit.ly/2IDSUy0>> (consulté le 20 novembre 2019).

59) La quasi-totalité des Libanais a recours à des générateurs privés.

60) Facebook, تأميم المصارف (Nationalisation des banques), 5 janvier 2020, <<http://bit.ly/2vL96L7>>, (consulté le 3 janvier 2020).

61) Association de magistrats qui a pour mission de lutter contre la corruption et engagée en faveur d'un renforcement l'indépendance de la Justice.

62) « Téléphonie mobile : le Club des juges porte plainte pour la facturation en dollars », *L'Orient le Jour*, 6 novembre 2019, <<http://bit.ly/2IEtyA8>>, (consulté le 19 novembre 2019).

mouvement civil, a été élu à la tête de l'ordre des avocats⁶³, tandis que le candidat de la Ligue de la Bekaa, Ali Yaghi, un indépendant soutenu par le mouvement populaire, a gagné les élections au conseil de l'ordre des dentistes⁶⁴. À Beyrouth le 19 novembre, les manifestants ont réussi à empêcher la tenue d'une séance législative consacrée à la loi d'amnistie générale qui aurait bénéficié à de plus de 42 000 repris de justice, et qui était perçue comme un moyen de renforcer les réseaux clientélistes de certains partis confessionnels, dont Amal et le Hezbollah⁶⁵. Quelques jours auparavant, face aux pressions des manifestants, Muhammad Safadi, soutenu par Amal, Hezbollah et le CPL, a dû renoncer au poste de Premier ministre.

Le mouvement de contestation fait cependant face à de nombreux défis au premier rang desquels le manque d'organisation et de représentations alternatives susceptibles de contrer la domination des partis confessionnels et des groupes économiques au pouvoir. Si un certain nombre de partis politiques ont participé au mouvement⁶⁶, notamment des forces de gauche comme le parti communiste libanais, le Mouvement *Mouwatinoun wa*

63) Son prédécesseur, André Chidiac, avait notamment été critiqué pour avoir retiré le mandat qu'il avait accordé à certains avocats qui étaient censés défendre les manifestants suspectés d'avoir mis le feu au *Resthouse* de Tyr.

64) Cependant, les quatre autres sièges du conseil ont été remportés par une alliance constituée du Hezbollah, du CPL et de l'Association des anciens élèves de l'Union soviétique (communistes). (Walid Hussein, نقابة أطباء الأسنان : انتخاب مرشح مستقل بدعم من الأحزاب (« Syndicat des dentistes : un candidat indépendant élu avec le soutien des partis ! »), *Al-Modon*, 24 novembre 2019, <<http://bit.ly/3cOC3GI>> (consulté le 25 novembre 2019).

65) Cette loi aurait permis d'amnistier, en plus de près d'un millier d'islamistes de Tripoli qui croupissent depuis des années dans les prisons, de plus de 42 000 repris de justice, en grande majorité des chiites de Baalbek-Hermel condamnés pour trafic de drogue.

66) Une partie de ces mouvements, et un grand nombre de personnalités actives dans les domaines politique, économique, des médias et de la culture, ont participé à une réunion à la mi-novembre à l'hôtel Commodore pour proposer une période de transition, avec un programme détaillant les mesures politiques et socio-économiques avec un gouvernement de transition, ayant des pouvoirs étendus pour une période limitée avant d'organiser des élections législatives anticipées sur la base d'une nouvelle loi électorale, non confessionnelle, pour se diriger vers une démocratie civile loin de tout confessionnalisme politique. Cf. : لقاء الكومودور: اجتماع موسع لقوى ومجموعات وشخصيات من الحراك | تصوّر للمرحلة الانتقالية: حكومة وبرنامج عمل (« Réunion du Commodore : une vaste réunion du mouvement, des forces et des groupes : vision de transition : gouvernement et programme d'action »), *Al-Akhbar*, 19 novembre 2019, <<http://bit.ly/2TGE7Ja>> (consulté le 23 novembre 2019).

mouwatinat fi Dawla (« Citoyens et Citoyennes dans un État⁶⁷ ») de Charbel Nahas⁶⁸, et des mouvements de la société civile tel que *Beyrouth Madinati* (« Beyrouth, ma ville⁶⁹ »), leur représentativité au niveau de la rue reste néanmoins modeste et parfois critiquée, notamment au niveau de leurs programmes, par les éléments les plus radicaux du mouvement.

Par ailleurs, la faiblesse des structures syndicales pose un problème récurrent. Les partis confessionnels ont activement contribué à affaiblir le mouvement syndical depuis les années 1990, en formant des fédérations et des syndicats distincts dans un certain nombre de secteurs afin d'acquérir un poids dominant au sein de la Confédération générale des travailleurs libanais (CGTL). En conséquence, la CGTL n'a pas été en mesure de mobiliser les travailleurs malgré l'intensification des politiques néolibérales et s'est distinguée par son absence du mouvement de protestation actuel. Le Comité de coordination syndicale (CCS), principal acteur des manifestations syndicales entre 2011 à 2014, a lui aussi été marginalisé par des méthodes similaires⁷⁰.

Outre ce manque de structuration du mouvement, la crise économique ne cesse de s'aggraver. Un sondage réalisé fin novembre par l'agence de recherche économique Infopro sur un échantillon de 300 sociétés estime que 91 % des entreprises interrogées ont vu leur chiffre d'affaires baisser, par rapport à la période d'avant le 17 octobre, de 66,3 % en moyenne. En conséquence, près de 10 % des entreprises interrogées ont cessé définitivement ou suspendu temporairement leurs activités depuis le début du mouvement de contestation et 22 % d'entre elles ont réduit leurs effectifs de 60 % en moyenne sur cette même période. Selon cette enquête, plus de 160 000 travailleurs ont

67) Selon les termes de son programme, ce parti aspire à bâtir un « État laïque, démocratique, juste et efficace ».

68) Ancien ministre et économiste.

69) Le mouvement s'est imposé sur la scène politique depuis la crise des ordures de 2015 et a effectué une percée significative lors des municipales de Beyrouth en 2016 face à la liste soutenue par Saad Hariri.

70) Lors de l'élection du CCS en janvier 2015, les partis confessionnels et les élites économiques se sont unis contre la candidate syndicaliste Hanna Gharib, qui n'a réussi à obtenir que le soutien des indépendants et du Parti communiste libanais. Depuis l'élection, le CCS a perdu de son influence et de son activité syndicale.

vu de manière temporaire ou définitive leurs postes supprimés depuis le 17 octobre⁷¹. En parallèle, la livre libanaise a connu une dépréciation remarquable face au dollar, conséquence de la décision prise par la Banque du Liban à la fin de l'été de restreindre la quantité de dollars sur le marché : la livre se négociait autour de 2 000 livres à la fin du mois de décembre, alors que son prix officiel était toujours de 1 507,50 livres, un taux fixe en vigueur depuis 1997. Les banques ont réagi à cette mesure qui a provoqué une augmentation importante des prix des biens de consommation, en mettant en place des restrictions sur certains services bancaires, notamment les transferts à l'étranger ou les retraits de grosses sommes en dollars par leurs clients.

Toutefois, des tentatives de structurations de nouveaux syndicats indépendants ont vu le jour : un « Rassemblement des professionnels » s'est notamment constitué, qui regroupe des représentants de différentes professions (médecine, pharmacie, médecine dentaire, ingénierie, droit, action sociale, enseignement universitaire, journalisme, économie et cinéma) et qui joue un rôle toujours plus grand dans les manifestations. Certains de leurs membres ont déclaré dans la presse vouloir reconstruire un syndicalisme indépendant des partis confessionnels et néolibéraux. Cette nouvelle structure syndicale a pour objectif de promouvoir les secteurs productifs de l'économie, d'offrir de meilleures conditions de travail aux salariés et de faciliter l'accès des étudiants au marché du travail. La création d'une « association de professeurs d'université indépendants » composée de près de 700 universitaires de 10 universités différentes⁷², a également été annoncée. On assiste également à des tentatives de création d'un syndicat des employés des ONG au Liban⁷³. Ces nouvelles structures syndicales collaborent avec des syndicats indépendants, de taille relativement modeste, comme le *Tayyâr al-niqâbî al-mustaqîl* (« Courant syndical indépendant ») au sein de de l'enseignement public, *Niqâbî yât wa niqâbî î n balâ qî yûd* (« Les syndicalistes sans restriction ») dans

71) Kenza Ouazzani, « Licenciements, baisse des salaires : les employés du privé victimes de la crise », *L'Orient le Jour*, 6 décembre 2019, <<http://bit.ly/2Q4hkow>>

72) Faten al-Hajj, « المطالب الاجتماعية مدخلاً للتغيير السياسي: تجمع مهنيين ومهنيين » (« Rassemblement de Professionnels : les revendications sociales sont une porte d'entrée au changement politique »), *Al-Akhbar*, <<http://bit.ly/3390TuL>> (consulté le 23 novembre 2019).

73) Interview avec un des participants de cette initiative par Skype, 29 décembre 2019.

l'enseignement privé, et *Niqâbi* (« Mon syndicat ») auprès des ingénieurs, et des associations étudiantes, en majorité laïques et de gauche. Les organisations féministes et étudiantes ont été également été des fers de lance des manifestations et sont intervenues de manière coordonnée à travers le pays.

Face à ces tentatives d'organisation, le Hezbollah tente de mettre fin au mouvement en proposant des solutions qui préservent le cadre confessionnel et néolibéral libanais, tout en continuant de faire usage des intimidations et parfois de la violence. Malgré un discours rhétorique de soutien de façade aux demandes du mouvement⁷⁴, le parti, qui n'a initialement cessé d'appeler au retour de Saad Hariri au poste de Premier ministre ou d'une personnalité sunnite choisie par ce dernier, défend la formation d'un gouvernement politico-technocratique qui refléterait les différentes forces confessionnelles, et préserverait ainsi son contrôle politique. C'est à nouveau le message du dernier discours de Hassan Nasrallah du 13 décembre⁷⁵.

Ces déclarations n'ont pas empêché le Hezbollah et Amal de continuer à attaquer des groupes de manifestants à Beyrouth, Nabatiyeh, Tyr et dans d'autres villes libanaises⁷⁶. À plusieurs reprises, des supporters du Hezbollah et d'Amal n'ont pas hésité durant ces attaques à lancer des slogans confessionnels, comme « chiite, chiite » ou « nous voulons un nouveau 7 mai », allusion à l'invasion militaire de Beyrouth Ouest par le Hezbollah et ses alliés en mai 2008, cependant que des figures du mouvement de contestation populaire connues pour leur opposition au Hezbollah faisaient l'objet de menaces⁷⁷. Par ces démonstrations de force l'objectif principal d'Amal et du Hezbollah est de mater les

74) Le Secrétaire général adjoint du Hezbollah, Naïm Kassem, a notamment dénoncé les ingérences des États-Unis dans la formation du nouveau gouvernement libanais, tout en affirmant que son parti soutient les revendications de la population à 100 % de lutter contre la corruption et de récupérer les richesses pillées cf. : Samia Nakhoul et Tom Perry, "Hezbollah accuses U.S. of meddling in Lebanon's crisis", *Reuters*, 22 novembre 2019, <<https://reut.rs/2vbBfKS>> (consulté le 23 novembre 2019).

75) 2019-12-13 - خطاب السيد نصر الله - كلمة الأمين العام (« Paroles du Secrétaire général - Discours de M. Nasrallah du 13-12-2019 »), *Al-Manar*, 13 décembre 2019, <<http://bit.ly/38FAaso>> (consulté le 15 décembre 2019).

76) « Selon le site Akhbar al-Saha, les assaillants du Hezbollah lancent de violentes menaces aux manifestants », *L'Orient le Jour*, 25 novembre 2019, <<http://bit.ly/336Rko2>> (consulté le 25 novembre 2019).

77) « Menaces de mort contre l'activiste Lokman Slim », *L'Orient le Jour*, 14 décembre 2019, <<http://bit.ly/39Hlv0a>> (consulté le 19 décembre 2019)

manifestants en réoccupant les places publiques dans les régions que le parti domine. Des membres du Hezbollah ont notamment commencé à recueillir des informations sur les personnes de la banlieue sud participant au mouvement de contestation pour tenter de les intimider⁷⁸. Le Hezbollah cherche également à maintenir ses alliances politiques avec des mouvements dénoncés par les manifestants pour leur corruption et leur clientélisme, notamment Amal et le Courant Patriotique Libre⁷⁹.

Son soutien inchangé aux réformes annoncées par Saad Hariri avant sa démission dans le cadre de son plan budgétaire 2020 (fusion ou suppression de certaines institutions publiques et privatisation du secteur de l'électricité en échange de l'absence de nouvelle taxe et d'une réduction de moitié des salaires des ministres et des législateurs) satisfait aux exigences de la Banque mondiale, du Fonds monétaire international et de l'accord du CEDRE⁸⁰ que le Liban a signé à Paris en avril 2018 : en échange de 11 milliards de dollars de prêts, le gouvernement libanais a accepté de développer les partenariats public-privé, de réduire le niveau de la dette et de promulguer des mesures d'austérité.

Le 11 novembre 2019, si le parti a reconnu qu'il était nécessaire de lutter contre la corruption, le secrétaire général du Hezbollah a néanmoins accusé les États-Unis d'être responsables de la crise économique dans le pays et d'empêcher les sociétés chinoises,

78) حزب الله يدخل بيوت الضاحية مجدداً معلوماً عن أهلها (« Le Hezbollah entre à nouveau dans les foyers de Dahyeh avec des informations sur ses habitants »), *Al-Modon*, 26 novembre 2019, <<http://bit.ly/2Q3pwFi>> (consulté le 27 novembre 2019).

79) Depuis le début du mouvement de révolte populaire, Amal et le Courant Patriotique Libre ont été particulièrement visés par les manifestants. La contestation, dans les localités du Liban-Sud, majoritairement chiite, n'a pas épargné par exemple Nabih Berry et sa femme Randa, accusés de corruption et d'avoir accumulé des richesses considérables au détriment des populations locales. Cela y compris dans leur fief de Tyr où les protestataires ont été, au début du soulèvement, violemment agressés par des partisans d'Amal. Les deux acteurs sont nécessaires dans la stratégie du Hezbollah dans un certain nombre de dossiers locaux et internationaux, spécialement après le renforcement des sanctions américaines contre le mouvement libanais. Michel Aoun et le CPL continuent de défendre la légitimité de l'armement du Hezbollah auprès des instances internationales, tandis que Nabih Berry continue à être sollicité pour jouer le rôle d'intermédiaires en période de crise ou de conflits ou à servir d'interlocuteur auprès des pays arabes ou des États-Unis. Le Hezbollah lui a notamment confié la responsabilité de négocier pour trouver un règlement au litige maritime qui oppose le Liban à l'État israélien dans le dossier de l'extraction des ressources pétrolières au large de la Méditerranée. Cf. : Jeanine JALKH, Caroline HAYEK et Anthony SAMRANI, « Entre le Hezbollah et Amal, la tentation refoulée du divorce », *L'Orient le Jour*, 22 novembre 2019, <<http://bit.ly/38MhN5n>> (consulté le 24 novembre 2019).

80) Conférence économique pour le développement par les réformes et avec les entreprises.

iraniennes et peut-être russes d'investir au Liban, encourageant le prochain gouvernement à s'ouvrir à la Chine, à l'Irak et à la Syrie⁸¹. Ces explications sur la crise économique, qui n'ont pas convaincu, y compris dans son propre camp, ont mis en évidence le fait que la modération nouvelle du parti vis-à-vis du mouvement populaire avait avant tout pour objectif de la préserver l'ordre confessionnel et économique.

Conclusion

Le soutien apporté à la mi-décembre 2019 par le Hezbollah et ses alliés d'Amal, à travers la nomination au poste de premier ministre de Hassan Diab, ancien ministre de l'Éducation, rejeté par le mouvement populaire, prouve encore une fois que le projet du Hezbollah ne représente pas une alternative au système économique néolibéral et confessionnel au Liban. Au contraire, il le soutient. Par maints aspects, le Hezbollah, qui collabore avec les familles et les clans importants du pays, renforce les dynamiques qui prévalent dans la société libanaise : celles d'un système social davantage basé sur les appartenances identitaires (famille, confession, parti politique confessionnel) que sur les droits sociaux. Le Hezbollah ne propose aucune vision politique pouvant contester le système économique néolibéral ou le système politique confessionnel. Au contraire, à l'instar de tous les autres partis confessionnels, il considère ce système comme un moyen de servir ses propres intérêts.

À ce titre, la contradiction entre le soutien proclamé du Hezbollah aux « opprimés » et son orientation favorable au néolibéralisme libanais et à la classe de l'élite du pays est de plus en plus problématique pour la direction du mouvement islamique libanais. Bien que le parti voie les mobilisations actuelles au Liban, de même que celles qui agitent l'Irak et l'Iran, comme un complot régional qui cherche à contrer l'influence de Téhéran et de ses alliés, c'est en effet le soutien du Hezbollah aux politiques néolibérales favorisées par le système confessionnel, et dans une moindre mesure, sa participation meurtrière à la

81) « Discours du Secrétaire Général », *Al-Manar*, 11 novembre 2019, <<http://bit.ly/2Q5x8aG>> (consulté le 19 novembre 2019).

guerre en Syrie aux côtés du régime d'Assad, qui ont provoqué un clivage croissant entre le Hezbollah et sa base populaire.

Toutefois, dans un contexte d'aggravation des tensions régionales avec les États Unis à la suite de l'assassinat du commandant des Pasdarans iraniens, Qassem Soleimani⁸² le 2 janvier 2020 à Bagdad, le parti dispose encore d'une capacité de mobilisation importante au sein des populations chiites libanaises face auxquelles il peut plaider facilement l'impératif de la lutte contre Washington pour s'opposer au mouvement de contestation populaire. Sans la construction d'une alternative politique de masse crédible et inclusive, non confessionnelle et sociale, défendant les intérêts de tous les citoyens, et dans un contexte où les autres partis confessionnels ont eux aussi démontré leurs capacités à continuer de mobiliser leurs bases⁸³, il est difficile d'envisager un décrochage complet entre Hezbollah et sa base populaire.

82) En tant que commandant du Corps des gardiens de la révolution, Qassem Soleimanin prenait ses ordres directement du guide suprême Ali Khomeini.

83) Ainsi, le 3 novembre 2019, une manifestation de soutien au président de la République a rassemblé plusieurs milliers de personnes du CPL.